

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 42/43

21^e année • mercredi 17 octobre 2018

L'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET

BATAILLE POUR 120 FRANCS DE PLUS

A l'occasion de la première séance de négociations salariales du second œuvre romand, une quarantaine de travailleurs se sont rassemblés devant le siège du patronat vaudois pour revendiquer une augmentation de 120 francs mensuels. Malgré une hausse de la productivité et une intensification des rythmes de travail, ils ont dénoncé des salaires qui se consomment depuis six ans et un pouvoir d'achat partant en fumée... **PAGE 9**

POINT DE MIRE

Un demi-degré aux effets cruciaux

Sonya Mermoud

Portugal, Floride, Majorque, sud de la France, Indonésie... Alerte rouge sur la planète en prise avec une météo ne cessant de s'affoler. La récurrence d'événements extrêmes confirme, s'il le fallait encore, les conclusions pour le moins alarmantes du récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) mettant en évidence les risques majeurs liés au réchauffement climatique. Dénonçant les dangers d'une hausse aussi inéluctable que dramatique des températures sans changements radicaux de nos modes de vie.

Plus de 90 spécialistes de 40 nationalités différentes ont ausculté la Terre et les maux qui la dévastent. Maux principalement imputés à l'activité humaine, n'en déplaisent aux climatoseptiques brouillés avec une vérité qui n'autorise pourtant plus depuis longtemps les divagations et l'attentisme. Depuis l'ère préindustrielle, le thermomètre planétaire a déjà grimpé de 1°C. Et bien davantage dans certains coins du globe, 2°C de plus en Suisse! Avec les conséquences tragiques que l'on connaît entre sécheresses, cyclones, feux de forêts, pluies diluviennes, etc. largement oblitérés du sceau de notre responsabilité.

Le GIEC estime néanmoins possible de freiner le catastrophique emballement climatique. Une augmentation de 1,5°C plutôt que 2°C restreindrait déjà les dégâts. Un petit demi-degré aux effets cruciaux. En matière de flux migratoires et de pauvreté. Sur les écosystèmes, la biodiversité. Le seuil préconisé permettrait par exemple de limiter la montée des eaux. Avec, à la clef, 10 millions de personnes qui éviteraient la submersion. Sans oublier l'impact sur la faim dans le monde. Le changement climatique est l'une des causes majeures de ce fléau qui frappe 821 millions de personnes. Et qui continuera à gagner du terrain en l'absence de mesures drastiques. 10 à 30% de la surface des récifs coralliens pourraient par ailleurs être préservés. Peu, mais mieux que leur disparition annoncée. Alors que des espèces de poissons seraient

elles aussi épargnées et, partant, des réserves alimentaires des humains... Puisqu'il semble toujours falloir ramener à l'utile. Des résultats attendus sous réserve qu'on retrousse les manches dès aujourd'hui. Concrètement, il s'agit de réduire les émissions de gaz à effet de serre de moitié d'ici 2030 pour atteindre zéro émission nette autour de 2050. Une mission difficile mais pas impossible selon le GIEC. Alors que les solutions sont connues depuis longtemps: abandon du pétrole et du charbon, recours accru aux énergies renouvelables, usage modéré des terres, transformation de l'agriculture, etc. Une transition globale, immense, qui ne pourra s'opérer sans barrer la route aux puissants lobbys industriels, combattre les intérêts égoïstes à court terme. Sans renoncer à l'idée irresponsable de la croissance à tout prix, d'un productivisme effréné. En clair, il faudra accepter de troquer le modèle néolibéral et capitaliste contre un système économique et sociétal durable, solidaire, respectueux de l'environnement et des êtres. Utopique? L'argument financier pourrait influencer sur le processus. Selon l'Onu, les désastres climatiques ont généré ces vingt dernières années des pertes économiques de quelque 2300 milliards de dollars. Plus de 151% par rapport aux décennies précédentes! De quoi peut-être échauffer les esprits dans les gouvernements et générer un sursaut aussi urgent que vital. ■

PROFIL



Stefan Ansermet, l'âme d'un explorateur.

PAGE 2

SUISSE

La face obscure du self-scanning.

PAGE 3

USS

La vision des candidats à la présidence.

PAGES 6-7

INTERNATIONAL

Chine, libertés en voie de disparition.

PAGE 10

L'ÂME D'UN EXPLORATEUR

Minéralogiste, photographe et écrivain, Stefan Ansermet s'est fabriqué un monde sur mesure, alliant ses passions à son travail

Sonya Mermoud

«J'ai une chance immense!» Une phrase qui reviendra souvent dans la bouche de Stefan Ansermet, heureux d'exercer un métier se confondant avec ses passions. Minéralogiste, photographe et chercheur associé, le Vaudois de 54 ans, père d'un enfant de 9 ans, travaille à 40% pour le Musée de géologie de Lausanne. Parallèlement, il voyage aux quatre coins du monde en quête de pierres rares, cherche de l'or en Equateur, rédige des articles pour des revues spécialisées ou encore écrit des guides dont le dernier, *Osez la nuit*, loue le bonheur de randonnées sous les étoiles. «Une façon de nous ouvrir davantage aux autres sens que celui de la vue, le plus important», s'enthousiasme cet amoureux de la nature rompu aux promenades nocturnes depuis des décennies. Un plaisir découvert lors de son service militaire, qu'il n'a cessé de cultiver. Mais si Stefan Ansermet apprécie sa vie et l'indépendance qu'elle lui offre, il la doit avant tout à sa ténacité et à l'acceptation d'une certaine précarité ayant accompagné son parcours. «J'ai vécu avec rien ou presque. L'argent n'a jamais été ma motivation», affirme le quinquagénaire aux besoins frugaux et à la nature solitaire. Un trait de caractère qui l'a, jeune, desservi.

«Ado, je courbais l'école et me réfugiais à l'église, au cimetière... pour lire.»

UN ESPRIT LIBRE

«J'ai été renvoyé du collège à l'âge de 16 ans, puis des cours préparatoires aux arts appliqués. Sans être agressif, j'étais antisocial, absent. Je m'en nuysais», raconte cet homme à l'esprit libre qui n'a toutefois aujourd'hui rien de revêche ou d'inamical. Mais,

confie-t-il, le défaut de se montrer parfois cassant, froid, arrogant... L'élève réfractaire d'alors a su en revanche largement mettre à profit son côté sauvage. «Ado, je courbais l'école et me réfugiais à l'église, au cimetière... pour lire», précise Stefan Ansermet qui se définit comme un «lecteur pathologique», dévorant ouvrages scientifiques et romans. Si les études ne lui réussissent pas, le jeune va en revanche terminer son apprentissage de photographe davantage en phase avec sa personnalité. Son CFC en poche, il travaille plusieurs années pour différentes publications romandes. Tout en cultivant son amour des pierres déjà bien ancré dans sa vie. Et un peu par hasard... «En fait, j'ai toujours rêvé d'être explorateur», explique Stefan Ansermet qui commence par chercher des cristaux rares en Suisse, notamment en Valais, puis dans les pays voisins avant d'élargir son terrain de chasse à la terre entière. Et qui deviendra minéralogiste autodidacte, abandonnant sa casquette de photographe de presse pour se consacrer à cette passion.

VOYAGES INTÉRIEURS

«Ce que j'apprécie vraiment, c'est le moment de prospection, toutes les antennes de la perception ouvertes, l'attention flottante. Un état émotionnel particulier. Cette phase m'intéresse plus que les minéraux eux-mêmes. Je n'ai d'ailleurs pas l'âme d'un collectionneur. Je ne garde pas ce que je trouve.» L'utilité de la minéralogie? Pour Stefan Ansermet, il s'agit, au-delà de l'esthétique, de connaître la planète – 5300 variétés de pierres ont été à ce jour recensées. Une science qui relève d'une curiosité naturelle. Instinctive. Et Stefan Ansermet de rappeler toutefois que tout vient des pierres. L'industrie comme l'agriculture – «même la terre, on ne pourrait la cultiver sans les métaux». Et l'homme, des étoiles dans les yeux, d'évoquer les cristaux extraordinaires que recèle le manteau terrestre, «d'une beauté hors du commun». Ses terrains de chasse favoris? Les déserts du sud-ouest américain et du nord du Mexique où il a mené des recherches sans croiser âme qui vive des jours durant. Une quête plurielle, le voyage étant aussi largement intérieur ... «J'ai une chance fabuleuse»,

martèle une nouvelle fois le Vaudois ravi que son manque de souplesse scolaire lui ait au final, permis de «se fabriquer un monde» sur mesure, lui qui se ressource dans ses virées en solitaire dans la nature, la plus sauvage possible. Et alors qu'une de ses trouvailles porte son nom, l'Ansermétique, un joli caillou couleur rouge bordeaux découvert aux Grisons.

LE TEMPS, CET ENNEMI

Créatif, des projets plein les tiroirs, Stefan Ansermet s'épanouit aussi dans l'écriture qu'il dit avoir naturelle, «compulsive». «J'ai toujours noirci des carnets», note l'auteur de plusieurs ouvrages dont un sur les lieux mystérieux

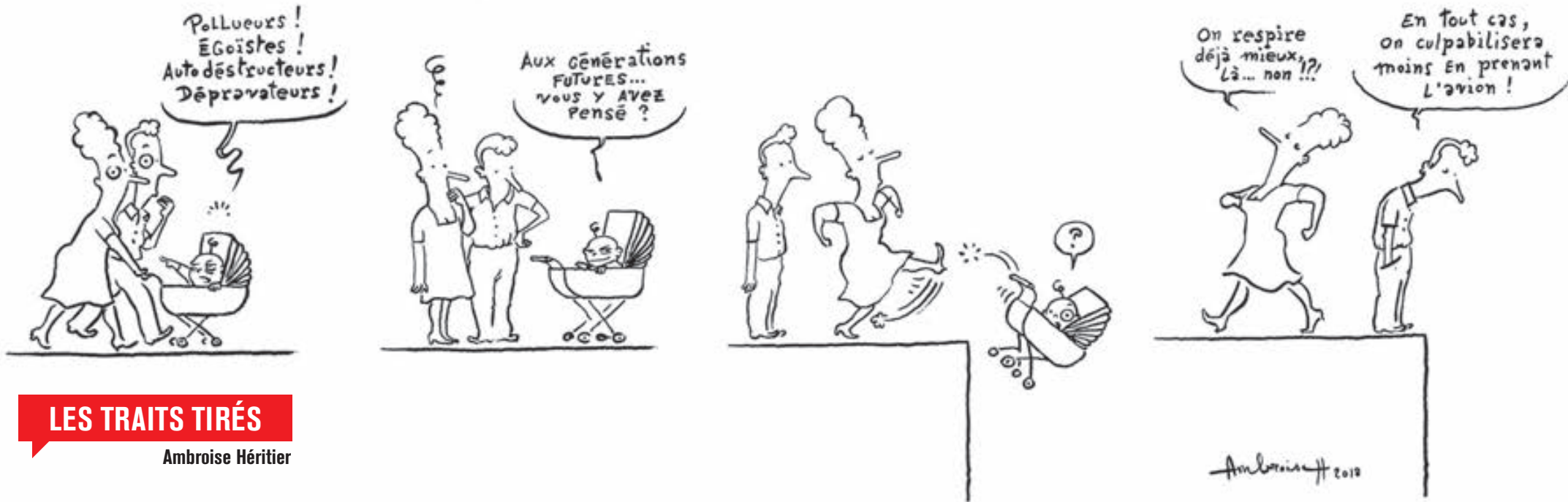
de Suisse romande posant des énigmes archéologiques ou historiques. Toujours cet esprit d'exploration qui l'anime... Doublé du plaisir de stimuler ses neurones. Sa plume agit aussi comme pierre philosophale, lui permettant «d'approfondir et de transformer des expériences dérangeantes pour en tirer des enseignements». Résolument optimiste, heureux – le minéralogiste associe le bonheur à un état d'équilibre avec soi et le monde –, Stefan Ansermet confie néanmoins sa peur de vieillir. «Les rides m'importent guère mais plutôt la crainte de voir son énergie diminuer. Avec un temps qui nous grignote inexorablement. Et le risque de ne pouvoir faire tout ce que j'aimerais.» Pas

question, dans ce contexte, de se livrer à la procrastination. En novembre, il retourne, pour la troisième fois cette année, dans la jungle amazonienne équatorienne, travaillant comme consultant pour une société active dans la prospection d'or. Une expédition difficile au cœur d'espaces vierges, sous tente, entre un climat éprouvant, les insectes, les serpents, etc. «On cherche l'Eldorado», sourit Stefan Ansermet. Dans l'intervalle, armé d'un marteau et d'une loupe, il partira régulièrement sur le terrain suisse casser des cailloux avant de les analyser en laboratoire. Tout sauf le bagne... ■



Stefan Ansermet vient de sortir un guide *Osez la nuit* louant les balades dans le noir. Un moyen de décupler les autres capacités sensibles que celle de la vue...

Selon l'AFP, ne pas faire d'enfant réduit l'empreinte carbone !



LES TRAITS TIRÉS

Ambroise Héritier

La face obscure du *self-scanning*

Une étude mandatée par Unia met en lumière l'augmentation du stress chez le personnel de vente, dû notamment aux nouvelles technologies

Aline Andrey

À l'heure de la numérisation, le personnel de vente fait face à de nouveaux défis. Pour la première fois, des chercheurs de l'Université de Berne se sont penchés sur les effets des caisses en self-service sur les employés. Ce résultat fait écho à ce que les secrétaires syndicaux entendent au quotidien: accroissement du stress, multiplication des tâches (*multi-tasking*), fatigue, changement de l'identité professionnelle, détérioration du contact avec la clientèle, crainte pour l'avenir... Intitulée «Les effets du *self-checkout* (SCO) et du *self-scanning* sur les conditions de travail, sur la santé et sur l'identité professionnelle du personnel de vente dans le commerce de détail», l'étude qualitative du centre interdisciplinaire pour la recherche sur le genre de l'Université de Berne montre que

le personnel doit accomplir toujours plus de tâches en moins de temps. «Il doit notamment assurer le contrôle et la surveillance. Le stress augmente et le contact avec les clients devient plus difficile, souligne Unia dans un communiqué. Les employés, surtout les femmes, sont davantage exposés à des comportements agressifs et inadéquats.» Les témoignages réunis dans l'étude font état de remarques dévalorisantes et insultantes et même d'une agression physique. «Les gens ont de la peine à accepter les contrôles aléatoires. La relation au client change. D'où l'importance de définir les rôles, car les vendeuses ne doivent pas assumer celui du personnel de sécurité», relève Anne Rubin, responsable du commerce de détail à Unia, qui insiste sur l'importance de former les employés. «Jusqu'à présent, la formation est transmise à la va-vite par les chefs d'équipe. Alors que



THIERRY PORCHET

Les deux plus grandes enseignes en Suisse possèdent ensemble déjà plus de 4000 caisses *self-scanning*, qui génèrent entre 20 et 40% du chiffre d'affaires selon les endroits.

les témoignages montrent qu'en plus d'une formation technique, la gestion de potentiels conflits doit aussi être enseignée.» Le syndicat préconise aussi l'accès à un service de médiation et la mise en place de campagnes de sensibilisation auprès de la clientèle.

LE STRESS DU *MULTI-TASKING*

Des rotations plus fréquentes aux caisses *self-checkout*, soit des équipes de maximum trois heures aux caisses en alternance avec d'autres activités, devraient être proposées afin de lutter contre les douleurs physiques. «Actuellement, cela dépend des filiales. Cela peut aller jusqu'à 8h. Parfois, par solidarité, le personnel s'organise», relève Anne Rubin. Pour Unia, des possibilités de s'asseoir et des chaussures de santé sont également nécessaires. Les employés ne devraient pas devoir surveiller plus de trois à quatre caisses, et les doubles fonctions être interdites, comme s'occuper à la fois d'une caisse normale et d'une caisse SCO. «Ce qui est frappant, c'est cette notion de *multi-tasking* qui est extrêmement stressante, note Anne Rubin. Surveiller tant de caisses, tout en aidant un client, par exemple, c'est intenable.» Et d'ajouter: «Ces innovations techniques créent des profils de tâches bien plus larges qu'auparavant. Elles doivent donc aussi se traduire par une revalorisation des conditions de travail et des salaires.

D'autant plus que les entreprises réalisent des économies notamment en termes de place, car pour une caisse traditionnelle on peut installer deux à trois SCO. La réduction des effectifs reste difficile à chiffrer, car les secrets sont bien gardés. Mais nos membres, tout comme dans l'étude, témoignent que ceux sous contrat «8 heures – 20 heures» voient leurs heures diminuer. Et des personnes ne sont pas remplacées lorsqu'elles sont malades ou partent à la retraite.» Depuis les années 1990, le nombre d'emplois a constamment diminué dans le secteur, notent quant à eux les chercheurs, qui relèvent également la précarité du travail, les contrats à l'heure, le sous-emploi, la flexibilité extrême demandée et le manque de perspectives professionnelles.

Unia rappelle que la règle des 14 jours de planification devrait être respectée, les contrats fixes et un taux d'occupation permettant de couvrir le minimum vital garantis. Le syndicat pointe aussi du doigt le fait que «les fonctions dirigeantes sont majoritairement réservées aux hommes». A noter encore que cette branche à bas salaire est occupée par deux tiers de femmes dont la moitié est à temps partiel. Elle compte environ 323 000 employés (240 000 équivalents plein temps), dont 150 000 sont à temps partiels. Les deux plus grandes enseignes en Suisse – Migros et Coop – possèdent ensemble déjà plus de 4000 caisses *self-scanning* qui génèrent entre 20 et 40% du chiffre d'affaires, et jusqu'à 50% aux heures de pointe selon l'étude. Quelque 60% de la clientèle utiliserait déjà ces outils. ■

MORCEAUX CHOISIS DES TÉMOIGNAGES RECUEILLIS*

«C'est bien plus stressant qu'à une caisse traditionnelle, très clairement. Car à la caisse, on voit la file d'attente s'allonger, mais on ne peut pas faire autrement que faire son travail. Alors que là, on est dans le pire des cas, une personne contre douze.»

«Tu dois juste rester là, tu ne peux pas t'appuyer ni t'asseoir. Il faut que les gens voient qu'il y a toujours quelqu'un pour contrôler.»

«Nous nous entraignons. Mais la pression d'en haut est inhumaine.»

«Ils compressent les heures chaque mois, parce que nous avons trop d'heures. Et nous les femmes, nous disons que nous devons aussi payer nos factures. Ce sont principalement les caissières qui ont un salaire horaire.»

«Ce que je constate, c'est que les caissières préfèrent être à la caisse que dans le domaine *self-checkout*. A la caisse, tu es encore quelqu'un. La personne dont on a besoin pour sortir. Au *self-checkout*, tu es une personne quelconque qui tourne en rond et dont on n'a pas besoin.»

«Cela nous a peut-être fait davantage prendre conscience que nous sommes remplaçable et que le travail que nous faisons peut être réalisé par un ordinateur.»

* Les effets du *self-checkout* et du *self-scanning* sur les conditions de travail, sur la santé et sur l'identité professionnelle du personnel de vente dans le commerce de détail, Sebastian Funke, Tina Büchler, Gwendolin Mäder, Michèle Amacker (étude originale en allemand), étude du centre interdisciplinaire pour la recherche sur le genre IZFG de l'Université de Berne.

Augmentation des salaires minimaux des temporaires

Les partenaires sociaux se sont entendus pour renouveler la CCT Location de services

Jérôme Béguin

Après de longues négociations, les représentants des partenaires sociaux se sont entendus pour renouveler la Convention collective de travail (CCT) Location de services pour une durée de deux ans. Conclue en 2012 entre Swissstaffing, la faïtière des prestataires de services à l'emploi, et les syndicats Unia et Syna accompagnés d'Employés Suisse et de la Société des employés de commerce, cette CCT assure des minimums en matière de conditions de travail et de rémunération, ainsi que des possibilités de formation continue à plus de 360 000 travailleurs. «Les négociations ont été difficiles, reconnaît Véronique Polito, membre

du comité directeur d'Unia. Les employeurs ont bloqué les discussions pendant plusieurs mois: ils se sont braqués en raison des discussions sur la limitation du travail temporaire qui ont eu cours dans certaines branches parallèlement aux négociations. Il y a eu aussi une volonté de la part des patrons de démanteler les dispositions sur le temps de travail. Nous n'avons pas cédé à ces revendications et sommes parvenus à un accord sans démantèlement.»

FIXES, TEMPORAIRES, MÊME SALAIRE

Si ce renouvellement ne contient pas de grands changements, les partenaires sociaux ont néanmoins pu jeter les bases pour une nouvelle CCT à l'horizon 2020-2021. «Nous avons eu

de grands débats sur les salaires minimaux. L'idée est de parvenir à appliquer aux travailleurs temporaires les mêmes salaires minimaux que les employés fixes dans les branches et les entreprises dont les conventions collectives de travail n'ont pas de force obligatoire», indique la responsable syndicale. Dans les secteurs où la CCT est déclarée de force obligatoire générale, les mêmes salaires minimaux s'appliquent en effet d'ores et déjà aux travailleurs intérimaires et aux fixes. «C'est un grand changement et nous n'avons pas pu l'introduire tout de suite dans la CCT. Nous allons former un groupe de travail, qui va élaborer des solutions concrètes et préparer les bases de décisions à l'attention des délégations de négociations. Si tout va bien, le Tessin sera en 2020 le premier canton à tester le système.»

En attendant, les salaires enregistreront deux hausses consécutives, de 60 à 75 francs chacune, d'ici à 2020. «Les salaires minimaux sont très bas, en particulier pour les temporaires sans qualifications reconnues. Les augmentations que nous avons obtenues, de l'ordre de 4 à 4,5% sur deux ans pour les non-qualifiés, sont donc un pas dans la bonne direction», juge Véronique Polito. Les signataires de la CCT doivent maintenant obtenir la ratification de leurs organes respectifs, après quoi une demande de déclaration de force obligatoire générale sera adressée au Conseil fédéral. ■

Maçons en colère



UNIA/LUCAS DUBUIS

Chantage sur la retraite à 60 ans, semaines de 50 heures, perte d'acquis salariaux, suppression de la protection en cas d'intempéries... Face aux attaques de la Société suisse des entrepreneurs, les maçons ont décidé de se battre pour défendre leurs droits. Lundi passé, jour du coup d'envoi de la vague de protestation, les chantiers tessinois étaient à l'arrêt: 3000 travailleurs de tout le canton étaient venus manifester leur colère à Bellinzzone. A l'heure où nous mettions ce journal sous presse, les salariés de la construction à Genève avaient prévu hier, 16 octobre, de se mobiliser à leur tour. Nous reviendrons sur cette action dans le prochain *Événement syndical*. En raison de vacances automnales, ce dernier paraîtra le 31 octobre. ■ L'ES

MINI ANNONCES

RENCONTRES

Femme, divorcée, 61 ans,
172cm, 78 kg, cultivée,
élégante, tendre, CH.
Loisirs: voyages, opéra, ciné,
marche, vélo.
Confiance et respect.
Bienne 076 397 68 29

A VENDRE

Appartement ensoleillé,
4,5 pièces, 130 m², duplex,
jardin, terrasse,
chemin Schwadernau 12,
2504 Bienne.
Fr. 480'000.
076 397 68 29



L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATRICE Nicky Breitenstein

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme
Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Christophe Gallaz,
Ambroise Héritier, Freddy Landry,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald,
Daniel Sürli

PHOTOGRAPHES

Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Centre d'impression Tamedia SA
Tirage contrôlé 60371 exemplaires

CINÉMA
BILLETS GRATUITS

Nous tenons à la disposition de nos
lectrices et lecteurs 15 billets
gratuits pour le film
NOS BATAILLES, offerts par le
distributeur CINEWORX GMBH.
Attention, ces billets ne sont pas
valables les samedis, dimanches et
jours fériés.

Intéressés? Écrivez-nous à
forum@evenement.ch ou à
L'Événement syndical,
place de la Riponne 4,
1005 Lausanne.

Besoin de faire le point
et de définir vos objectifs ?



Le bilan de compétences
peut vous aider!

Une offre exclusive pour les membres Unia.

L'approche tient compte des expériences que vous
avez acquises dans tous les domaines (travail, formation, famille,
engagement bénévole).

Chacun d'entre nous a besoin, à un moment donné, de faire le
point sur son propre parcours et ses souhaits pour l'avenir. Le bilan
de compétences est une démarche qui va vous permettre de
savoir où vous en êtes professionnellement et personnellement.

Il est un révélateur des potentiels. Il s'applique à toutes et à tous,
quel que soit l'âge, le statut ou le niveau d'études.

Une séance d'information est proposée avant le cours
(participation indispensable).

Lundi 5 novembre à 19h

Secrétariat Unia, Av. de la Gare 3, 2000 Neuchâtel

Informations et inscription:

neuchatel@unia.ch, T 0848 20 30 90

Attention : nombre de places limitées

UNIA



MOVENDO

Le programme Movendo 2019 sera disponible sous peu !

Souhaites-tu élargir tes connaissances, as-tu envie de renforcer tes
compétences, d'en acquérir de nouvelles ou de les partager avec d'autres ?

Movendo, l'Institut de formation des syndicats, propose aux membres et
militant-e-s des syndicats une large palette de cours. Diverses thématiques
sont abordées, politique et économie, droit et travail, assurances sociales,
communication, organisation vie et travail, instruments de travail et
représentation du personnel. L'objectif est de proposer, dans une démarche
participative, des outils pour que chacun-e puisse élargir ses connaissances,
développer ses compétences et apporter sa contribution dans son
environnement personnel, professionnel et social.

Les personnes qui s'engagent pour leur syndicat, font partie de commissions
du personnel ou siègent dans des institutions de prévoyance trouveront dans
notre programme des cours spécifiques pour les soutenir dans leurs tâches.

Chaque année, quelques nouvelles thématiques agrémentent notre offre. Les
formes et organisations de travail qui se dessinent actuellement et leur impact
sur nous travailleurs et travailleuses, notre rôle en tant que syndiqué-e-s face
aux changements qui se profilent, l'affirmation de soi en tant que femme,
l'utilisation des réseaux sociaux pour valoriser notre parcours professionnel
constituent quelques-unes des nouveautés en 2019.

Movendo organise également des formations sur mandat selon les besoins de
groupes particuliers.

Durant les formations, les rencontres entre personnes différentes sont un
enrichissement et un encouragement à porter plus loin les causes qui nous
sont chères.

Le programme pourra être consulté dès fin octobre sur notre site [www.
movendo.ch](http://www.movendo.ch). Il sera distribué sous forme papier par votre syndicat au courant
des mois de novembre et décembre. Consultez-le dès sa parution, nous nous
réjouissons de vos futures inscriptions !

Madeleine Bonvin et Claude-Alain Frund, responsables de formation
Movendo en Suisse romande.

La caisse de chômage Unia est,
avec ses 69 offices de paiement
répartis sur l'ensemble du
territoire, la plus grande caisse de
chômage en Suisse.

UNIA
Arbeitslosenkasse
Caisse de Chômage
Cassa Disoccupazione

Afin de garantir la haute qualité de son travail et renforcer son équipe, la
région Transjurane (Jura et Jura Bernois) recherche pour une entrée en
fonction le 1^{er} février 2019 ou à convenir :

Un-e collaborateur-trice
qualifié-e à 100%

Qui sera chargé-e de:

- Tenir des permanences (guichet et téléphone)
- Accueil et réception des assuré-e-s
- Renseignement des assuré-e-s sur leur droit
- Constitution des dossiers de chômage
- Accomplissement de toutes les tâches administratives du domaine
de l'assurance chômage
- A terme, traitement complet de dossiers

Pour ce poste nous demandons:

- Formation commerciale achevée
- Maîtrise des outils informatiques usuels
- Rigueur au travail
- Une forte sensibilité syndicale et sociale en lien avec nos activités
- Une grande aptitude à l'organisation, la planification, et la gestion
des priorités
- Des notions de la LACI, OACI, du droit du travail, du code des
obligations et des assurances sociales seraient un avantage
- D'excellentes connaissances de la langue française et de bonnes
connaissances d'une langue étrangère.

Unia vous propose un travail riche de sens, intéressant et varié ainsi
que des conditions sociales progressistes au sein d'une organisation à
but non lucratif. Le lieu principal de l'activité se situera au secrétariat de
Tavannes.

Si vous souhaitez relever un défi intéressant et travailler dans
un domaine interdisciplinaire, nous nous réjouissons de prendre
connaissance de votre dossier de candidature complet **jusqu'au 31
octobre 2018** à l'adresse suivante: transjurane@unia.ch

Pour toutes demandes de précision: Sarah Gojani responsable de la
caisse de chômage, ou Lena Rébecca responsables RH et finances,
tél. 0848 421 600

LA POLITIQUE, OUI MAIS À PETITE DOSE

Quatre jeunes donnent leur vision de la politique et parlent de leur engagement. Témoignages

Jiyana Tassin
Photos DR

1, 2, 3... «Emmanuel Macron!» C'est la réponse que donne Sacha, 17 ans, lorsqu'on lui demande quel est le premier mot qui lui vient à l'esprit lorsqu'on lui dit: politique. Les jeunes s'intéresseraient-ils plus à la politique étrangère que suisse ou sont-ils tout simplement indifférents à la question? *L'Événement syndical* a tenté d'en savoir plus en interrogeant quatre jeunes issus de différents milieux. Quelle est leur vision de la politique? S'engagent-ils dans le domaine? Quelles idées auraient-ils pour rendre la politique plus accessible? Et savent-ils, en outre, ce qu'est un syndicat? Si les réponses ont varié, seul l'un d'eux connaissait Unia.

BÉNÉDICTE, 15 ANS, GYMNASIENNE

Pour Bénédicte, la définition de la politique c'est, raconte-t-elle en souriant, ses parents regardant le *Téléjournal* assis dans leur canapé. C'est ainsi que la politique est entrée dans sa vie. Pour elle, l'implication politique n'est pas essentielle mais la curiosité, en revanche, oui. La jeune femme est convaincue que s'intéresser et poser des questions de manière générale permettent de développer un esprit critique. Elle ajoute apprécier grandement les débats mais «n'aime pas donner son avis par peur de dire quelque chose de faux». Le jargon politique lui fait peur et la confiance de ceux qui l'emploient la déstabilise et lui font perdre ses mots. Elle estime que la politisation passe avant tout par l'éducation, qu'il est plus facile de s'y intéresser lorsqu'on a l'habitude d'en parler en famille. L'école est un espace qui, d'après elle, devrait être utilisé pour



ouvrir des discussions et pousser les élèves à se questionner ou simplement à s'intéresser à des sujets auxquels ils n'ont pas forcément affaire à la maison. «Un des moyens qui permettraient de capter l'attention et de sensibiliser les jeunes à la politique, serait de demander à des influenceurs d'en parler dans des vidéos explicatives ou ludiques sur les réseaux sociaux.» Sa définition du syndicat? Elle répond, hésitante: «Un truc dans les entreprises où il y a un groupe de personnes qui défendent les droits des travailleurs.» Connaît-elle Unia? «Non... C'est quoi?» demande Bénédicte.

ANTHONY, 16 ANS, APPRENTISSAGE EN RESSOURCES HUMAINES

«Pour moi, la politique c'est débattre de différentes idées sur la vie, sur des problèmes plus globaux.» Après une année au gymnase, Anthony s'est rendu compte que les études ne le passionnaient pas alors il a décidé de faire un apprentissage. Lire les nouvelles et être curieux ont toujours été deux choses importantes pour cet ex-gymnaste. «M'informer, ça me permet de voir plus loin que ce que l'on me montre. Le risque, si tu ne t'intéresses pas à ce qu'il se passe autour de toi, c'est de te faire manipuler», explique-t-il. Pour lui, un syndicat c'est «un groupe de personnes qui sont ensemble pour défendre une cause». Mais il ajoute en rigolant: «Par contre, ne me demandez pas de vous en ci-

ter un, je n'en n'ai pas la moindre idée!» Ses amis, quant à eux, ne s'intéressent pas à la politique. «Je vois qu'ils n'y connaissent rien car on n'en parle jamais. C'est une question de maturité», précise-t-il. Pour Anthony, l'intérêt des jeunes pour la politique est personnel et un des seuls moyens de le promouvoir est l'école. C'est grâce à un professeur ou à un débat que l'envie d'en savoir plus pourrait se révéler chez un jeune. En lisant la presse, en regardant des émissions télévisées ou en s'engageant comme il le fait dans une organisation humanitaire, Anthony considère être quelqu'un d'informé sur le monde qui l'entoure.



OLEG, 16 ANS, GYMNASIEN ET ENGAGÉ AUX PARTIS DES VERTS ET DES JEUNES VERTS

Trois ans chez les Jeunes Verts, une année chez les Verts, fondateur du Festival des quatre saisons et accessoirement gymnaste. C'est entre deux rendez-vous qu'Oleg répond aux questions. Il y a trois ans, le jeune homme s'est engagé chez les Jeunes Verts. Ne supportant plus la vision des banquises fondant à vue d'œil, des ours polaires affamés et par souci d'écologie, il a décidé de s'engager politiquement à seulement 13 ans. Habitué des syndicats, il connaît bien Unia et a même hésité à y faire un stage. Pour lui, l'implication politique a été personnelle. «Je regardais l'émission télé *Infrarouge*, je lisais... Mes parents m'ont aussi toujours sensibilisé à l'environnement.» Lorsqu'on lui demande pourquoi les gens ne s'intéressent souvent pas aux votations, il s'exclame: «Les personnes ont souvent une image très poussiéreuse de la politique!» D'après lui, pour changer cette situation, il faudrait sensibiliser les jeunes au sujet dès leur plus jeune âge en commençant à l'école. Il y a une année, il a eu l'idée de fonder une association, «Jeune moov», en collaboration avec le Parti socialiste. Cette association avait pour but de venir présenter les différents partis politiques dans les écoles. Il souhaitait ainsi politiser les jeunes et



les informer. Sans succès. Le projet n'a jamais abouti. Les partis de jeunes organisent toutefois fréquemment des camps qui sont, d'après Oleg, de bons moyens d'aborder la thématique. «On peut aussi s'engager en lisant simplement les journaux», affirme-t-il encore. Mais alors pourquoi est-ce que les jeunes ne le font pas davantage? «Au début tu votes et puis tu te rends compte que tu gagnes rarement et que les rapports de force restent les mêmes.

Il y a environ 70% d'hommes au pouvoir. Tout cela est décourageant.» Utiliser de plus en plus le support numérique serait une solution qu'Oleg juge bonne mais il tempore: «Le problème avec Internet c'est que les gens sont très tournés vers eux-mêmes. L'intérêt commun n'est pas valorisé, à la différence de l'argent ou des études. On s'individualise beaucoup.» Vision pessimiste ou réaliste?

NATACHA, 17 ANS, APPRENTISSAGE EN MÉDIAMATIQUE

«Si ça impacte mon futur, alors je m'y intéresse», explique Natacha, 17 ans, lorsqu'on lui demande si la politique est importante dans sa vie. Les premiers mots qui lui viennent à l'esprit quand on lui parle de la thématique? Débats, élections et votations. Pour cette jeune apprentie, la définition d'un syndicat semble évidente: «Une association qui protège les travailleurs.» Elle ajoute qu'il en existe deux dans l'entreprise où elle travaille: Syndicom et Transfair. On lui a d'ailleurs vivement recommandé de se syndiquer. «C'est eux qui nous protègent en cas de tensions avec un patron ou alors qui négocient des augmentations.» Malgré cela, elle avoue n'avoir jamais entendu parler d'Unia. La jeune femme considère ne pas beaucoup s'y connaître en politique mais trouve important de s'y intéresser, car cela permet de trouver des sujets de conversation avec des personnes plus âgées qu'elle. En particulier dans son corps de métier où elle côtoie fréquemment des adultes. Une des raisons qui explique que les jeunes ne s'impliquent pas en politique? La réponse fuse: car ils ne peuvent pas encore voter. D'après elle, laisser voter des mineurs au même niveau que les adultes n'est pas une solution, mais elle imagine des «votations de jeunes», un système qui permettrait aux adolescents de 15 à 18 ans de donner leur avis et de se politiser par la même occasion. «Ils pourraient ainsi voir les avantages, les désavantages et les enjeux du droit de vote. Ça les responsabiliserait.» Idée loufoque ou géniale? La question reste ouverte.

POING LEVÉ

AUX PORTES DU POUVOIR

Par Manon Todesco

Certains le surnomment le «Trump tropical». On imagine facilement le tableau. Jair Bolsonaro, 63 ans, incarne une extrême droite brésilienne décomplexée, misogyne, raciste, homophobe, ultrasécuritaire et pro armes à feu. Malgré tout, le député fédéral a raflé 46% des votes au premier tour de l'élection présidentielle du 7 octobre dernier, semant la gauche et notamment le Parti des travailleurs (PT) au pouvoir depuis douze ans. Un raz de marée. Les élections législatives, qui ont eu lieu en même temps, n'ont fait que confirmer cette ascension fulgurante du Parti social libéral, formation jusqu'ici minoritaire, qui est passée de 5 à 52 sièges en un claquement de doigts. Confortant, ou intronisant, au passage ses deux fils à la Chambre des députés et au Sénat...

L'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro, qui ne serait, selon les observateurs du monde entier, qu'une formalité, est une menace pour le pays. A celui qui se défend d'être un homme «honnête et droit», on reconnaît au moins une franchise assumée. Les déclarations chocs s'enchaînent depuis quelques années. Grand nostalgique de la dictature militaire de 1964 à 1985, cet ancien officier pense que «l'erreur de la dictature a été de torturer sans tuer». Il se dit en faveur des mauvais traitements infligés aux enfants «si ceux-ci présentent des tendances homosexuelles» et préférerait que son fils «meurt dans un accident plutôt que de le voir apparaître avec un moustachu». Pour lui, être entrepreneur au Brésil est une «disgrâce» à cause de «toutes ces lois du travail», notamment «l'addition» à payer en cas de congé maternité. Enfin, cet évangélique récemment converti, largement soutenu par sa communauté, aime dire que «l'Etat laïc n'existe pas» et qu'il est profondément chrétien.

Ajoutez à cela un programme économique ultralibéral comprenant des privatisations massives, un discours sécuritaire conservateur (libéralisation du port d'armes, amnistie des crimes de policiers et fin des aménagements de peine) et une politique de suprématie de l'agro-business au détriment de l'environnement et des communautés autochtones. Son rival Fernando Haddad (PT) a jusqu'au 28 octobre pour tenter d'inverser la tendance et de mobiliser un front républicain, mais ce sera difficile. Alors que le parti de Lula et de Dilma Rousseff est impliqué dans l'un des plus grands scandales de corruption de l'histoire et jugé responsable de la crise économique, l'insécurité et les inégalités n'ont jamais été aussi criantes. Ce vote de contestation exprime ni plus ni moins le ras-le-bol et la colère des Brésiliens. Une vague sur laquelle Jair Bolsonaro se donne un malin plaisir de surfer... ■

UNE FEMME FORTE POUR UN MOUVEMENT SYNDICAL FORT

Propos recueillis par Sylviane Herranz

L'APC, le SSP et la commission féminine de l'USS soutiennent votre candidature à la présidence de l'USS. Quelle est votre expérience de syndicaliste?

Barbara Gysi: J'ai travaillé comme assistante sociale avec des jeunes près de Zurich, et dans une maison pour les femmes victimes de violences conjugales à Saint-Gall. C'est durant cette période que j'ai adhéré au SSP, il y a 29 ans. En 1996, par solidarité avec les femmes du tertiaire, j'ai aussi rejoint la petite «unia» lors de sa création. Je suis également présidente de l'Union syndicale du canton de Saint-Gall et depuis deux ans, présidente de l'APC. Comme présidente de l'union cantonale, j'ai acquis une grande expérience: j'ai par exemple dû négocier avec des entreprises ou le Conseil d'Etat pour qu'il augmente les contrôles, jusque-là insuffisants, en matière de mesures d'accompagnement. J'ai aussi mené des négociations salariales avec le Conseil fédéral, en tant que présidente de l'APC.

A titre personnel, quelles sont vos motivations pour postuler à cette fonction?

Pour moi, il est essentiel d'avoir de bonnes conditions de travail et de bons salaires pour tous. Dans mon activité syndicale et politique, je me suis toujours engagée dans ce but. Je dispose de l'expérience nécessaire pour cette fonction: j'ai siégé à l'exécutif de Wil, ma commune, où j'ai développé de nombreux projets, et je dirige l'APC, une association de 10 000 membres. De plus, à l'heure de la lutte pour l'égalité, il est

important qu'une femme soit à la tête de l'USS. Je suis motivée et me sens prête à relever tous les défis que représente cette fonction!

Quels sont les principaux objectifs pour le mouvement syndical que vous souhaitez développer?

L'USS doit continuer de s'engager pour de bonnes conditions de travail, des mesures d'accompagnement suffisantes, pour davantage de CCT, pour l'égalité salariale et la revalorisation des salaires de tous, avec des hausses spécifiques pour les femmes, ces dernières étant nombreuses à travailler à temps partiel. Cela prêterait leurs rentes, le travail de soins aux proches n'étant pas reconnu. Il est aussi nécessaire d'améliorer l'environnement du travail, de lutter contre le harcèlement sexuel, le mobbing et la pression qui augmente pour tout le monde. Enfin, dans le futur, l'USS devrait également s'ouvrir à d'autres organisations professionnelles, par exemple l'Association suisse des infirmiers. Ce qui nous donnera encore davantage de moyens dans notre engagement syndical.

Après la manifestation du 22 septembre, la grève des femmes le 14 juin 2019 semble inéluctable pour faire avancer réellement l'égalité salariale. Quelles sont vos propositions à ce sujet et pour que la grève soit un succès?

Les salaires féminins doivent être revalorisés plus que les autres, par exemple avec des paliers de 5% chaque année. Une attention particulière doit être portée dans les branches typiquement féminines, comme le commerce de détail et les soins à la personne. Il est primordial d'améliorer la

conciliation entre vie privée et vie professionnelle, et de rendre visible le travail non payé des femmes.

Quant à la grève des femmes, elle ne doit pas être qu'une grève des femmes de gauche, mais une grève de toutes les femmes, y compris de droite. L'USS doit soutenir cette grève nationale. Les hommes aussi: ils sont tous concernés quand leur épouse, leur sœur ou leur fille ne gagne pas suffisamment.

Seriez-vous favorable à une coprésidence à la tête de l'USS?

Comme je l'ai dit, je pense qu'il est essentiel qu'une femme préside l'USS. La question de la coprésidence n'a pas été abordée.

L'USS est divisée sur la réforme fiscale (RFFA) et a laissé la liberté de vote en cas de référendum. Quelle est votre position?

J'ai voté oui au Parlement. Je pense qu'il y a des améliorations dans cette réforme. Le premier point étant celui du financement supplémentaire de 2 milliards pour l'AVS et cela sans contrepartie. Ce sera un financement social, en partie par les impôts et l'autre par un pourcentage des salaires. Du côté de la fiscalité des entreprises, il y a des progrès, certes pas suffisants, mais c'est un premier pas. La suppression des statuts spéciaux est ainsi un élément décisif, comme l'est la diminution de certains impacts négatifs de la 1^{re} et de la 2^e réforme sur l'imposition des entreprises.

Comment allez-vous gérer les contradictions au sein de l'USS?

Je pense qu'il est positif d'avoir des opinions différentes: cela ouvre la discussion et permet de trouver des solutions ensemble. La discussion sur la RFFA est un bon exemple. C'est important que l'USS soit la plus large possible, c'est ce qui fait sa force d'ailleurs. Et personnellement, je pense avoir cette capacité d'écouter et de rassembler.

Un nouveau projet de hausse de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans est à l'ordre du jour avec AVS 21. Quelle sera votre position à la tête de l'USS?

Pour moi, l'âge de la retraite des femmes est une ligne rouge. Nous devons absolument nous battre pour préserver cette retraite à 64 ans. La discrimination salariale, la non-reconnaissance du travail à la maison ou avec les proches, ce n'est pas l'égalité. Il n'y a aucune place pour une hausse de l'âge de la retraite. On devra cependant améliorer la situation dans le 2^e pilier, notamment pour le temps partiel et le travail de *care*. Les rentes minimales de l'AVS doivent aussi être augmentées pour tous. Si un nouveau compromis se dessine, il est exclu que les 64 ans soient dans la balance.

Comment voyez-vous le lien entre le mandat de présidente de l'USS et celui de conseillère nationale?

C'est important pour l'USS d'avoir une personne siégeant à Berne et ayant de bons réseaux. Les syndicats travaillent sur le terrain tous les jours. La présidence de l'USS est plus politique. Etre au Parlement permet d'intervenir sur les sujets qui préoccupent les syndicats et de chercher des compromis acceptables pour eux. Le Parti socialiste a en règle générale les mêmes positions que l'USS, mais si je suis élue, il est clair que la position des syndicats sera prépondérante.

FACE À FACE

Rencontre avec les deux candidats à la présidence de l'Union syndicale suisse, **Barbara Gysi** et **Pierre-Yves Maillard**

La course à la présidence de l'Union syndicale suisse (USS) est lancée. Elle se terminera lors du Congrès de la faïtière les 30 novembre et 1^{er} décembre. Pour succéder à Paul Rechsteiner, président durant 20 ans, deux candidats sont encore en lice après le désistement de la Tessinoise Marina Carobbio et du Valaisan Mathias Reynard. Une candidature de dernière minute, au moment du congrès, est toutefois encore possible. Nous interrogeons ici les deux candidats connus à ce jour: Pierre-Yves Maillard, conseiller d'Etat vaudois socialiste, présenté par Unia et soutenu par le Syndicat du personnel des transports (SEV) et Syndicom, syndicat des médias et de la communication; et Barbara Gysi, conseillère nationale socialiste du canton de Saint-Gall, présentée par l'Association du personnel de la Confédération (APC) et soutenue par le Syndicat des services publics (SSP-VPOD) et la Commission féminine de l'USS. Cette dernière appuie la candidature d'une femme. Jusque-là, seule Christiane Brunner de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) avait accédé, en coprésidence avec Vasco Pedrina du Syndicat industrie et bâtiment (SIB), à cette fonction de 1994 à 1998. ■ **L'ES**

Propos recueillis par Jérôme Béguin

Quelle est votre expérience de syndicaliste?

Pierre-Yves Maillard: J'ai été engagé à la FTMH en 2000. J'en ai assumé le secrétariat régional de Vaud-Fribourg. Assez rapidement, j'ai dû faire face à un licenciement collectif à la Sapal. On est parti dans une lutte dure, avec des débrayages quotidiens, qui a conduit l'entreprise à revenir en arrière. Durant cette période, il y a eu une vague de fermetures et de restructurations. Quasiment tous les trimestres, j'étais dans une de ces luttes. Ça a été une expérience intense. Nous avons aussi préparé la fusion avec le SIB, la nouvelle région d'Unia a été créée la veille de mon entrée en fonction au Conseil d'Etat le 1^{er} décembre 2004. Ce jour-là, il y avait la grève chez Filtro-na et, avant de rejoindre le gouvernement, je suis allé faire un petit salut aux grévistes.

Qu'est-ce qui vous motive à postuler à l'USS?

J'ai toujours été en relation avec le mouvement syndical et dit que je voulais revenir après le Conseil d'Etat. Je ne me vois pas dans des conseils d'administration de cliniques privées... Ce qui m'intéresse, c'est de continuer à défendre mes convictions. Je pense que pour un homme de gauche, l'action syndicale est le cœur de l'engagement, c'est là que se mesure la réalité des rapports sociaux. Je ne visais pas forcément l'USS, j'aurais pu retourner dans une région, mais on m'a contacté.

Vous auriez pu redevenir secrétaire syndical?

Oui, si l'on me l'avait proposé.

Quels sont vos objectifs à l'USS?

J'ai rédigé un texte, que j'ai présenté à Unia quand je lui ai demandé son soutien, qui part du constat de l'érosion du pouvoir d'achat du salariat. Il y a trente ans, un salaire d'ouvrier suffisait à faire vivre une famille, aujourd'hui il en faut deux. C'est une tendance lourde dans les pays occidentaux, mais, en Suisse, elle se caractérise par une augmentation des charges fixes, en particulier les primes maladie et le loyer. Pour moi, il faut envisager une mutation de la politique sociale. Je propose un prolongement à l'échelle nationale de ce que nous avons pu développer dans le canton de Vaud, soit une articulation allocations familiales, PC familles, réductions de primes et crèches subventionnées.

N'est-ce pas une façon de subventionner des patrons voyous ou des branches peu rentables?

Non. Cela ne remplace pas le combat salarial. Le combat prioritaire pour la répartition de la plus-value par le salaire continue. L'USS pourrait d'ailleurs lancer des projets en ce sens. La généralisation du 13^e salaire devrait en être un, il y a encore beaucoup de travailleurs qui ne l'ont pas, notamment des femmes. Mais si l'on voulait compenser par le salaire ces trente ans de progression des charges, on devrait ignorer des augmentations salariales de 30 à 40%, ce qui paraît peu réaliste, alors que les mesures que je propose peuvent être concrétisées. Autre point important dans le domaine salarial et cela concerne les femmes, il faut instaurer un contrôle public de l'égalité salariale, comme cela se fait au sujet du dumping.

Le Parlement s'y refuse, comment faire?

Il faut une initiative populaire.

Et la grève du 14 juin 2019, elle servirait à quoi alors?

Elle servirait à lancer cette initiative. Il faut faire cette grève, mais il faut aussi qu'elle débouche sur une action concrète.

Comment faire pour que cette grève soit un succès?

Je suis pour qu'on en fasse un objectif prioritaire de l'année et que les syndicats mutualisent leurs ressources à cette fin.

Si c'est une priorité, est-ce qu'il ne faudrait pas mettre une femme à la tête de l'USS?

C'est à l'organisation de trancher. Si elle avait fait ce choix, je l'aurais évidemment accepté. Je pars du principe que ce débat a eu lieu. Le comité présidentiel m'a invité à déposer une candidature et tout le monde voit que je ne suis pas une femme... Pour autant, je suis un militant de l'égalité réelle des droits et des chances entre hommes et femmes.

Etes-vous ouvert à une coprésidence?

Ce n'est pas à un candidat de changer les statuts, mais je suis ouvert à une présidence plus collégiale, qui montre la diversité du mouvement syndical. J'aimerais rappeler que les femmes ne sont pas absentes du mouvement syndical. Deux grandes fédérations sont présidées par des femmes. Et Vania Allewa, présidente d'Unia et vice-présidente de l'USS, aura une visibilité plus grande encore car, comme je suis Romand, les rôles seraient davantage partagés. Ce qui n'est jamais évoqué, par contre, c'est qu'il n'y a aucun Romand à la tête d'une fédération.

Des craintes ont été exprimées qu'avec votre élection, Unia et le secteur privé prennent trop de poids dans l'USS.

Je suis aussi nommé par le SEV et soutenu par Syndicom, qui représentent le service public. J'ai un passé de combattant pour le service public. Avec d'autres, j'ai contribué à poser le débat sur la libéralisation du marché électrique. En tant que ministre de la Santé, je me bats contre la privatisation du secteur. Le malentendu vient du fait que je considère que l'USS ne doit pas se limiter à un rôle politique au Parlement, mais aussi avoir la capacité de discuter d'investissements mutualisés, de ressources que les syndicats mettent en commun pour être plus forts dans un secteur en croissance, comme, par exemple, le secteur des services à la personne. C'est, pour moi, le rôle même de l'USS. Mais cela dans une logique de consensus, il ne s'agit pas d'imposer quoi que ce soit.

L'USS est divisée sur la RFFA. Vous avez, de votre côté, promu une réforme fiscale dans votre canton. Quelle est votre position?

Je suis favorable à cette réforme. Je constate que le référendum sur la RIE III a permis d'obtenir un projet pour l'AVS qui, à ma connaissance, est le seul en Europe et au-delà à assainir l'assurance vieillesse uniquement par des recettes.

Le référendum a donc été utile?

Oui.

Mais vous ne l'aviez pas soutenu?

J'ai accepté ce référendum national dans le débat interne au PS. Je ne me suis pas exprimé dans la votation, n'étant pas porteur du dossier au sein du Conseil d'Etat. Sur le paquet vaudois,



THIERRY POUCHEOT

je me suis pleinement engagé puisque mon département était concerné par le volume des mesures sociales. Il faut rappeler que l'on va aider pour le subsidé maladie quelque 80 000 personnes supplémentaires, le budget des subsides va atteindre près de 800 millions – il était à 240 millions quand je suis arrivé. Une famille qui gagne 7000 francs net va au 1^{er} janvier toucher 330 francs de subsides et 100 d'allocations familiales en plus. Une famille d'ouvrier avec deux enfants va donc percevoir grâce à la RIE III vaudoise 430 francs par mois en plus pour un budget cantonal qui est équilibré et avec des finances communales globalement saines.

Il y a tout de même une baisse des recettes fiscales des collectivités publiques.

Leur but n'est pas d'accumuler des fortunes. Si on avait un budget déficitaire et d'austérité, je pourrais entendre l'argument, mais ce n'est pas le cas.

Pour revenir à la RFFA, quelle va être votre position?

J'ai la conviction que ce projet national est bon parce qu'il met 2 milliards en plus pour l'AVS, sans baisse de prestations, et il éloigne la retraite à 65 ans pour les femmes.

La retraite à 65 ans est pourtant inscrite dans le projet AVS21.

Que la droite et le Conseil fédéral veuillent passer à 65 ans, c'est indiscutable. La question est: comment combattre ce projet, avec des caisses de l'AVS en déficit ou à l'équilibre? Il y a trois choses dans ce paquet: 2 milliards pour l'AVS, 1 milliard pour les cantons et la fin des statuts spéciaux, c'est-à-dire des pratiques de dum-

ping les plus critiquables de la Suisse. La bataille pour les recettes fiscales et les contreparties sociales devra se jouer dans les cantons.

On a évoqué la retraite des femmes, qui devrait être à l'ordre du jour du Parlement l'année prochaine, quelle est votre opinion?

Je suis contre. D'abord parce qu'avec la RFFA, si elle est votée par le peuple, nous aurons une alternative pour l'AVS. Ensuite, je trouve que l'idée de flexibiliser l'âge de départ en jouant sur les bonus et les pénalités est défavorable aux classes sociales que nous défendons. C'est un piège. Celui qui va être attiré au-delà de 65 ans a une petite retraite et une espérance de vie moindre. Tandis que celui qui a une rente plus élevée pourra se permettre une décote et une retraite anticipée. Je pense qu'on a meilleur temps d'avoir un âge fixe. Et je préfère un système de rente-pont pour les chômeurs, comme nous l'avons fait dans le canton de Vaud, où les femmes dès 60 ans et les hommes à partir de 61 ans ont droit à une rente au niveau des PC.

Vous ne combattez la retraite à 65 ans que si la RFFA est acceptée?

Non, c'est un argument supplémentaire. Je suis contre ce projet par principe. La retraite à 65 ans pour les femmes, ça ne va pas. On l'a compris avec PV2020. Les femmes devaient sacrifier un rare avantage alors que l'égalité n'est pas réalisée, notamment au plan salarial. Il faut retenir la leçon. ■



THIERRY POUCHEOT

JOURNÉE CONVIVIALE ET SYNDICALE DU SECOND ŒUVRE JURASSIEN



La secrétaire syndicale Anne-May Boillat souhaite la bienvenue aux participants.

Les travailleurs du second œuvre jurassien et leurs familles ont été invités dimanche à partager une journée festive à la cabane forestière de Châtillon, dans le Jura. Une rencontre conviviale ponctuée par des animations pour les enfants et par un repas original puisque les participants ont dégusté un sanglier à la broche. Anne-May Boillat, secrétaire syndicale à Unia Transjurane et Blaise Martignier, menuisier délégué au Comité romand d'action du second œuvre se sont adressés à l'assistance pour plaider en faveur d'un engagement solidaire pour l'amélioration des conditions de travail et le renforcement de la convention collective de travail. ■ PN

Voir aussi en page 9.



Les enfants étaient de la partie.

AGENDA UNIA

ROMANDIE

PÉTANQUE

21^e tournoi romand syndical et amical
Nous vous invitons cordialement à participer à notre 21^e tournoi de pétanque syndical. Ce tournoi romand aura lieu:
dimanche 28 octobre dès 9h au Boulodrome des Neigles à Fribourg.
Le repas de midi sera servi vers 13h. Sur place, vous trouverez des boissons à des prix concurrentiels.
Menu: jambon, lard, saucisson, choux, pommes de terre, crème et meringues.
Finance d'inscription pour le tournoi et le repas, ou seulement pour le repas: 30 fr. par personne, enfants jusqu'à 15 ans gratuits.
Le boulodrome des Neigles se situe à la route des Neigles 41. Sortie de l'autoroute Fribourg Nord, direction patinoire, prendre le sous-terrain pour le pont de la Poya, à la sortie de celui-ci, prendre à droite jusqu'à la station d'essence. Nous vous remercions de votre participation et nous réjouissons de vous rencontrer nombreux et nombreuses pour partager ce moment de détente.
André Clément et Dominique Ropraz
Inscriptions **jusqu'au 24 octobre** auprès de Dominique Ropraz, ch. du Maupas 21, 1628 Vuadens. Tél. 079 375 32 52, ropraz.d@websud.ch ou dominique.ropraz@ch.nestle.com

Bulletin d'inscription

Pour le repas:

Nom, prénom:

Nombre d'adultes: Nombre d'enfants:

Pour la pétanque:

Nombre d'équipes de 2 personnes:

GENÈVE

SÉANCES

AG des ramoneurs: mardi 23 octobre à 17h30
Comité Vente: mercredi 24 octobre à 19h30
Comité EMS: jeudi 25 octobre à 20h
Colectivo feminista Unia: mardi 30 octobre à 18h30
Comité HCR: mardi 30 octobre à 18h30

PERMANENCES PAPYRUS

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h.
Toutes les séances et la permanence ont lieu au syndicat.

NEUCHÂTEL

CAISSE DE CHÔMAGE

Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia: Neuchâtel:
le mardi 23 octobre à 16h.
La Chaux-de-Fonds:
le jeudi 25 octobre à 16h.

COURS GRATUITS

Droit du travail:
les bases pour mieux s'y retrouver
Le syndicat Unia et la caisse de chômage Unia, région Neuchâtel, proposent à leurs membres et assurés **un cours gratuit** sur le droit du travail pour leur permettre d'en connaître les principales bases.
Samedi 20 octobre:
La Chaux-de-Fonds, 10h à 13h.
Jeudi 15 novembre: Neuchâtel, 14h à 17h.
Les cours ont lieu chez Unia, av. L.-Robert 67 à La Chaux-de-Fonds et av. de la Gare 3 à Neuchâtel.
Inscriptions: neuchatel@unia.ch

LA CHAUX-DE-FONDS

GROUPE DES RETRAITÉS

SORTIE

La sortie «Quatre heures» aura lieu le **mercredi 31 octobre** au restaurant des Pervenches. Rendez-vous à 15h au parking de l'Ancien Stand. Les automobilistes prennent en charge les personnes sans moyen de transport. Merci de vous inscrire auprès de Didier Gigon, tél. 032 968 63 08 ou mobile 079 385 37 55. Le comité vous attend nombreux pour cette sortie automnale qui vous fera passer un bon moment.

TRANSJURANE

FÊTE DE NOËL POUR LES MEMBRES UNIA TRANSJURANE À COURGENAY

Nous avons le plaisir d'inviter nos chers membres et leurs familles à la fête de Noël Unia Transjurane qui se déroulera le **30 novembre** au Centre sportif et culturel communal, Place

des sports, 2950 Courgenay, **dès 18h30**.
Ce sera l'occasion de partager un moment de convivialité avec vous tous et vous remercier pour votre engagement syndical.
Un apéro sera servi à partir de 18h30 et nous continuerons avec le repas, offert. Les boissons seront vendues à un prix populaire. Des animations agrémenteront notre fête et, pour les plus petits, il y aura la venue de St-Nicolas.
Pendant la soirée, nous aurons également le plaisir de fêter nos jubilaires en remerciement de leur engagement fidèle à notre syndicat.
Les places étant limitées, nous vous conseillons de vous inscrire au plus vite en précisant vos coordonnées, le nombre de personnes et le choix du menu (ci-dessous), avant le **9 novembre**.
Inscriptions par courrier, téléphone ou e-mail, auprès de:
Syndicat Unia, Mme Pietronigro Sandra, rue des Moulins 19, 2800 Delémont 0848 421 600, sandra.pietronigro@unia.ch
Nous vous attendons nombreuses et nombreux!

Menus au choix:

MENU 1. Terrine aux morilles et ses crudités - Civet de cerf, knöpfli, poire.
Nbr. d'adulte: Nbr. d'enfant:
MENU 2. Terrine aux morilles et ses crudités - Tranche de poulet à la crème, nouilles, légumes.
Nbr. d'adulte: Nbr. d'enfant:
DESSERT.
1) St-Honoré Vanille
2) Paris-Brest
Nbr. dessert No. 1: Nbr. dessert No. 2:

GROUPE DES RETRAITÉS

Programme d'activités

Octobre: jass, encore à définir, org. Région.
18 octobre: encore à définir, Pont-de-Martel (NE), org. groupe Jura bernois.
14 novembre: Saint-Martin au restaurant de la Cigogne à Miécourt, org. Ajoie.
ATTENTION: avant le repas, à 11h, Patrick Nagel agriculteur de Miécourt, Ajoie, donnera une conférence intitulée «La nourriture...saine et locale...». Il parlera également des produits cultivés dans sa ferme.
Prix : 22 fr. pour les membres, 30 fr. pour les non membres. Inscriptions jusqu'au 9 novembre auprès de Denis Berger au numéro suivant: 032 422 79 42.

Baoshida Swissmetal en difficulté, Unia attend des garanties

Jérôme Béguin

Reconvilier, Baoshida Swissmetal continue de lutter pour sa survie. Le 8 octobre, la filiale du groupe chinois a obtenu du Tribunal régional du Jura bernois-Seeland un ajournement de faillite jusqu'à mi-avril 2019. Un avocat de l'étude Frôté & Partner à Bienne a été nommé en qualité d'administrateur avec pour mission de trouver une issue au surendettement de la société. L'année dernière, la RTS avait révélé que l'entreprise accumulait pour 4,8 millions de francs de créances impayées, dont plus de 2 millions de charges sociales. «La nouvelle ne surprend donc pas le responsable de l'industrie d'Unia Transjurane: «Ça ne nous étonne pas, on savait que Swissmetal était en grande difficulté. Si le tribunal a rendu cette décision, c'est qu'il juge qu'une solution peut être trouvée, on aimerait donc que tout se passe bien, mais nos expériences nous invitent à rester méfiant», indique Patrick Cerf. Jeudi dernier, une délégation d'Unia a rencontré la direction et le curateur. Lors de cette réunion, le syndicat a cherché à obtenir des garanties quant au paiement des salaires, du treizième salaire et des cotisations sociales. Une réponse à cette demande sera fournie à l'occasion d'une prochaine rencontre d'ici à la fin du mois, après une analyse comptable. En attendant, le directeur général, Claudio Penna, a déclaré que les cotisations sociales en retard avaient été rattrapées selon le plan négocié entre la société et la caisse de compensation, rapporte Unia. Affaire à suivre. «On est en lien permanent avec les commissions d'entreprise, on multiplie les contacts, on est au taquet», assure Patrick Cerf.

Acquis en 2012 par le groupe Baoshida, Swissmetal emploie quelque 200 personnes sur le site de Dornach (SO) et dans l'ancienne usine de la Boillat de Reconvilier (BE), théâtre de grèves en 2004 et 2006. ■

15 novembre: assemblée du groupe et dîner à 11h, place du 16 Mars à Bocciodrome de Corgémont, org. Groupe Jura bernois.
21 novembre: comité et assemblée générale des retraités au restaurant du Jura à Bassecourt, org. Région.

VAUD

LA CÔTE

ADRESSE PROVISOIRE

En raison de travaux, nous vous informons que le secrétariat syndical de La Côte vous accueille **provisoirement à l'adresse suivante: place Bel Air 6, 1260 Nyon.**
Les numéros de téléphone et les horaires de permanences syndicales restent inchangés. Merci de votre compréhension.

LAUSANNE

SECRÉTARIAT

Notre secrétariat de Lausanne est ouvert **uniquement les après-midis** (fermé les matins). Heures d'ouverture:
Lundi de 13h30 à 17h30.
Mardi et jeudi de 13h30 à 18h30.
Vendredi de 13h30 à 16h.
Les horaires du téléphone et des permanences ne changent pas.

GROUPE DES RETRAITÉS

Programme d'activités

Séance du comité: mercredi 5 décembre à 9h45 chez Unia.
Repas de fin d'année: mercredi 12 décembre au restaurant La Treille à Prilly. Apéro à 11h15, puis repas dès 12h15, prix 35 fr. pour les membres, 45 fr. pour les accompagnants.
D'autres séances de comité pourront être fixées selon les activités.

BRÈVES

VAUD: LA GRÈVE DES FEMMES SE PRÉPARE

«Malgré notre forte mobilisation du 22 septembre à Berne, les politiciens du Conseil national sont restés à moitié sourds à nos revendications pour l'égalité.» Fort de ce constat, le groupe femmes d'Unia Vaud appelle les militantes vaudoises à une réunion le **mercredi 31 octobre à 19h** au Secrétariat d'Unia de Lausanne (place de la Riponne 4). L'occasion de débattre de «comment et pourquoi faire grève en tant que travailleuse et militante d'Unia». Et de prendre formellement position sur leur soutien ou non à la grève des femmes du 14 juin 2019. ■ AA

Les participantes peuvent s'inscrire à vaud@unia.ch ou 0848 606 606.

VAUD: ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU SECOND ŒUVRE

Vendredi 19 octobre, les membres du comité vaudois du second œuvre invitent leurs collègues à participer à une assemblée générale (18h) suivie d'une soirée conviviale. L'occasion de faire le bilan des négociations sur la CCT et de la campagne salariale. Les militants sont attendus dès 17h au refuge des Saugealles à Epalinges, par n'importe quel temps (route du chalet Boverat/Les Saugealles). A l'issue de la réunion, un repas sera offert.

Inscriptions: lionel.rocche@unia.ch 079 506 95 74 ou francisco.piresmachado@unia.ch 079 364 19 04.

LES PEUPLES AUTOCHTONES EN LUMIÈRE

A l'occasion de ses 30 ans, Icra International, mouvement de solidarité avec les peuples autochtones, invite la population à venir fêter son anniversaire le **dimanche 21 octobre** de 14h15 à 17h au Musée d'ethnographie de Neuchâtel (rue de Saint-Nicolas 4). Au programme: la projection du film *Le retour du tambour sacré* tourné par Patrick Bernard, fondateur d'Icra International, avec Visier Sanyu, d'origine naga, de retour dans son village de Birmanie après dix ans d'exil. Le documentaire sera suivi d'une discussion avec le réalisateur et d'un apéritif. Olga Letykai Csonka, chanteuse tchouktche du Grand-Nord sibérien et activiste des droits de l'homme, accompagnée de sa fille Alissa Csonka, animeront l'après-midi de leurs chants traditionnels. ■ AA
icrainternational.org

NORD VAUDOIS

PERMANENCE DE VALLORBE

Réouverture
Depuis le 16 octobre, le syndicat Unia répondra à nouveau à vos questions tous les mardis de 16h à 18h lors de sa permanence syndicale. La permanence s'adresse en particulier aux travailleuses et travailleurs de l'industrie. Contact: Syndicat Unia, Grand Rue 9, 1337 Vallorbe 0848 606 606.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30.
Mercredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.
Permanence téléphonique: même horaire, 024 424 95 85.

RIVIERA – EST VAUDOIS

AIGLE

Syndicat et caisse de chômage:

Le secrétariat syndical et la caisse de chômage Unia d'Aigle vous accueillent dans ses nouveaux locaux au chemin de la Zima 2, 3^e étage.

Permanences syndicales:

Mardi et jeudi de 16h à 18h30.
1^{er} samedi du mois de 9h à 11h.
Guichet de la caisse de chômage: Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30.
Mercredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

Permanences téléphoniques:

Lundi, mardi, jeudi de 9h à 11h30 et de 14h à 17h.
Mercredi et vendredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

«NOS SALAIRES BRÛLENT À PETIT FEU»

A l'occasion de la première séance de négociations salariales du second œuvre romand, une quarantaine de travailleurs ont exigé une augmentation de 120 francs mensuels

Manon Todesco

Vendredi 12 octobre, un peu avant 9h, alors que le premier round de négociations salariales entre les partenaires sociaux devait s'ouvrir à Tolochenaz, un camion de pompiers aux couleurs du syndicat Unia a fait son entrée pour accueillir les délégués patronaux, demandant symboliquement l'extinction de l'incendie qui touche les salaires de la branche. Posté devant la Fédération des entrepreneurs, l'engin, toute échelle déployée, arborait fièrement une banderole: «Second œuvre romand: 6 ans que nos salaires brûlent à petit feu! Ça suffit!»

«Cette action avait pour but de sensibiliser les employeurs et le grand public à l'urgence d'augmenter les salaires dans cette branche», souligne Aldo Ferrari, vice-président d'Unia et responsable du secteur Arts et métiers. La quarantaine de travailleurs du secteur présents a porté un message clair: qu'ils soient plâtriers, peintres, menuisiers, charpentiers, etc., ils exigent une augmentation de salaire de 120 francs à partir de 2019. Pour renforcer leur demande, une pétition munie de 5000 signatures récoltées sur les chantiers de toute la Suisse romande a été remise aux représentants patronaux de la FRECEM et de la FREPP, les deux princi-

pales associations patronales du second œuvre romand.

MÉCONTENTEMENT GÉNÉRALISÉ

«Autant le nombre impressionnant de signatures que la facilité à les récolter montrent un mécontentement généralisé et la nécessité d'un rattrapage salarial», insistent les syndicats Unia et Syna, qui rappellent que la branche regroupe 20 000 travailleurs. Pour ces derniers, cette hausse de 120

francs est non seulement nécessaire, mais aussi justifiée. «Malgré une augmentation de la productivité et une intensification des rythmes de travail, cela fait maintenant six ans que le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs du second œuvre romand part en fumée, relâie un communiqué de presse commun. Entre 2013 et 2017, les primes d'assurance maladie ont augmenté de 30% et les loyers de plus de 6%. Par contre, les salaires n'ont connu

qu'une faible hausse de 1,3%.» Les 120 francs, cela représente une augmentation de 2,5% du salaire moyen, continuent-ils. «Cette augmentation compense notamment l'inflation (1,2%), la hausse des primes maladie (0,3%), l'augmentation de la productivité (0,7%) et remplit un besoin de rattrapage urgent.» A l'heure actuelle, le contenu et l'avancée des négociations restent confidentielles. Affaire à suivre, donc. ■



Les salariés avaient sorti l'artillerie lourde pour illustrer leur action, réclamant l'extinction de l'incendie qui consume leurs salaires...

VOI Migros Partenaire, une évolution dangereuse du géant orange

La nouvelle enseigne du grand distributeur ouvre ses portes à Genève, risque de précarisation à la clé

Jérôme Béguin

VOI Migros Partenaire débarque en Suisse romande. Sous cette appellation, deux magasins ont ouvert leurs portes sur le canton de Genève au mois de septembre. De l'autre côté de la Sarine, l'enseigne dénombre déjà une cinquantaine de points de vente.

Le concept? Proposer un assortiment du géant orange accompagné d'articles bannis des supermarchés Migros: alcool, tabac, billets de loterie... Ce n'est certes pas la première entorse à l'éthique du fondateur de la coopérative, Gottlieb Duttweiler. Leshop commercialise déjà de tels produits, de même que d'autres entreprises du groupe, comme Denner et Globus. Ce qui est plus problématique, c'est lorsque VOI remplace de bonnes vieilles Migros. A Genève, l'un des deux nouveaux magasins s'est ainsi installé dans les murs de la Migros de la place du Cirque inaugurée en 1957.

Or, la particularité des établissements VOI est d'être gérés par des entrepreneurs indépendants sous franchise. Si Migros reste propriétaire des murs et offre l'agencement et les services de marketing et de promotion, les gérants ont notamment pour tâche d'embaucher le personnel. «A la place du Cirque, c'est le chef du secteur fruits et légumes du magasin et son frère qui ont repris la franchise en tant qu'indépendants», indique Isabelle Vidon. Selon la responsable des relations publiques de Migros Genève, les six postes équivalents plein temps ont été maintenus. «Outre l'ancien chef de secteur, le plus âgé des collaborateurs est parti à la retraite et les quatre autres ont retrouvé un emploi dans le réseau de vente de Migros Genève.»

PLUS DE CCT

Le personnel de VOI bénéficie-t-il de la Convention collective nationale de travail (CCNT) de Migros? «Les collaborateurs de VOI ne sont pas affiliés à la CCNT ou à une autre CCT», répond la porte-parole, en ajoutant qu'il s'agit de «commerces indépendants gérés par des franchisés autonomes qui travaillent majoritairement en famille». Reste que, sur la bourse d'emplois Migros, les offres pour travailler dans les VOI de Suisse alémanique sont nombreuses. Avec quelle rémunération? *Zeitgemässes Salär*, peut-on lire dans les annonces, terme que l'on peut traduire par «salaire conforme à la branche», ce qui laisse la porte ouverte aux interprétations. «A Genève, il existe toutefois un contrat type de

travail pour le commerce de détail avec un salaire minimum de 3940 francs et de 4200 francs avec un CFC et cinq ans d'expérience», explique Pablo Guscetti, secrétaire syndical d'Unia Genève. On est grosso modo dans les barèmes salariaux de Migros, mais la CCNT offre toutefois un treizième salaire et d'autres avantages. «Le problème, c'est que le contrôle du respect du contrat type est difficile.»

«Avec ce système, Migros va sortir des emplois de la convention collective et ne prend plus de responsabilité sur les conditions de travail de ses employés. Si des congés-modifications de contrats de travail sont opérés, c'est inacceptable, juge Anne Rubin, membre de la direction du secteur tertiaire d'Unia. En outre, la proscription des ventes d'alcool et de cigarettes est détournée. Que reste-t-il de la philosophie et de l'esprit Migros? Cette évolution me semble très dangereuse et montre, en particulier à Genève, la nécessité de disposer d'une convention collective du commerce de détail. Plus il y aura de franchises, plus on aura besoin de CCT régionales et cantonales, c'est le seul moyen de s'opposer à la dégradation des conditions de travail.»

A LA CONQUÊTE DE LA SUISSE

Le système de *franchising* est en effet de plus en plus courant dans le commerce de détail suisse. Le groupe Migros compte déjà 312 Migrolino, ainsi que 289 satellites et franchisés Denner, selon les derniers chiffres à disposition. Son principal concurrent, de son côté, dénombre 302 Coop Pronto. Heureusement, les salariés des magasins situés dans des stations-service bénéficient, depuis février dernier, de la CCT étendue des shops. Mais pas les VOI. En lançant un appel aux gérants volontaires et aux locaux disponibles, le site de la franchise annonce la couleur: «VOI part à la conquête de la Suisse.»...

«Nous allons nous rendre sur place pour discuter avec le personnel de VOI et, si nous avons des doutes, nous pourrions demander l'intervention de l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail», prévient Audrey Schmid, responsable du secteur tertiaire d'Unia Genève. «Je crois que la population est attentive à cette problématique. Si on est d'accord de payer plus cher qu'en France, il faut que les conditions d'embauche et de travail soient correctes.» ■



NEIL LABRADOR

Inquiétudes d'Unia: Pas de convention de travail pour le personnel de VOI Migros Partenaire à Genève mais un contrat type rendant les contrôles pour son respect plus difficiles.

VENTE: NOUVELLE DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Unia Fribourg lance le référendum contre la décision d'ouvrir les commerces une heure de plus le samedi, soit jusqu'à 17h

Sonya Mermoud

Le 9 octobre dernier, le Grand Conseil fribourgeois s'est prononcé en faveur d'un assouplissement des horaires des magasins (voir aussi *L'ES* du 2 août dernier). Ceux-ci pourront ouvrir une heure supplémentaire le samedi, soit jusqu'à 17h. Inadmissible pour Unia qui va combattre la modification de la Loi sur l'exercice du commerce par référendum. «Nous entamons la récolte de signatures. Nous disposons de trois mois pour réunir 6000 paraphes», précise Armand Jaquier, secrétaire régional d'Unia. Le responsable syndical justifie la démarche par différents motifs: «Cette heure de plus fait la différence, portant préjudice à la vie familiale et sociale des vendeurs. Avec le départ des derniers clients, le bouclage et le trajet, les travailleurs arriveront tardivement à leur domicile.» Armand Jaquier souligne aussi, dans la grande distribution, le difficile fractionnement des horaires de travail du personnel, le plus souvent employé à temps partiel et sur appel. «Il n'y a plus d'horaires corrects. On fait venir les travailleurs lors des pics de consommation. Ils ignorent souvent quand on va recourir à leurs services. Cette situation ne leur permet pas de trouver un autre emploi. Les conditions de travail se sont dégradées et ça continue.» La prolongation des horaires d'ouverture fâche d'autant plus le syndicaliste que l'ensemble du secteur n'est toujours pas couvert par une Convention collective de travail (CCT). «On se bat dans ce sens depuis trente ans sans avoir progressé. Le Conseil d'Etat ne prend pas ses responsabilités. La modification de la Loi ne devrait pas intervenir sans que les conditions de travail soient réglées. Mais il n'y a pas de culture conventionnelle.» Si Armand Jaquier admet que la branche de la vente se porte plutôt mal, il ne croit pas que l'heure supplémentaire améliorera la situation ou permettra de préserver des emplois comme argumentent les partisans d'un assouplissement des horaires. «Le secteur souffre, effectivement. Mais la prolongation d'ouverture ne résoudra pas le problème de concurrence des autres cantons et d'Internet. Entre 63 et 67% des petits et moyens commerces (moins de 50 salariés) considèrent que cette heure n'aura aucun impact sur le chiffre d'affaires. La majorité des achats s'effectue le plus souvent entre 14h et 15h, pas plus tard.» Pour Armand Jaquier, les éléments déterminants passent plutôt par l'offre, la qualité, le prix, la manière de présenter les produits, l'imagination.... Et le syndicaliste de dénoncer encore «la volonté de la grande distribution de cannibaliser les petits magasins». «Les loyers, dans les centres commerciaux, sont prohibitifs. Les petits commerces sont étouffés. Seule la grande distribution et quelques consommateurs se montrent intéressés par des horaires indécents. La Loi ne favorisera dans tous les cas que les grandes enseignes.» La récolte de signatures terminée, le débat public promet d'être intense... ■

CHINE: LIBERTÉS EN VOIE DE DISPARITION

De passage en Suisse, le syndicaliste hongkongais Ming Lam a dénoncé la stratégie du Gouvernement chinois pour tuer les mouvements sociaux, notamment à travers le cas de Jasic Technology

Propos recueillis par Manon Todesco

Dans notre édition du 3 octobre, nous relations l'arrestation cet été de travailleurs chinois à l'usine de soudure Jasic Technology qui avaient manifesté après s'être vus refuser la création d'un syndicat au sein de leur entreprise. Ming Lam, de la Confédération des syndicats de Hong Kong, invité à Genève par l'ONU pour témoigner de la situation des droits de l'homme dans son pays, revient sur les faits.

QUESTIONS RÉPONSES

Comment en est-on arrivés là?

Les ouvriers de Jasic Technology étaient soumis à des conditions de travail scandaleuses (*lire notre édition du 3 octobre*). Ils ont suivi toutes les démarches administratives pour créer leur propre syndicat, mais le syndicat d'Etat, l'ACFTU, a décidé qu'il était illégal, sans donner plus d'explications. Les travailleurs ont été licenciés, mais comme ils ont refusé de partir, on les a jetés dehors *manu militari*. Ils ont alors décidé de protester une première fois, où ils ont été arrêtés puis relâchés quelques jours après, puis une seconde fois. C'est à ce moment-là qu'environ 50 personnes ont été arrêtées.

Quelle est la situation aujourd'hui?

Quatre leaders du mouvement sont toujours en détention et risquent au minimum deux ans de prison pour avoir «perturbé l'ordre public», à moins qu'ils présentent des excuses publiquement. Il a été très difficile de leur trouver des avocats, car tous les professionnels de la région ont été menacés par les autorités de perdre leur licence s'ils acceptaient de défendre ce cas. Un autre est accusé, à tort, d'avoir tout orchestré avec l'aide d'acteurs étrangers. Et des étudiants, qui ont soutenu les travailleurs, se trouvent toujours en maison d'arrêt.

Est-ce courant en Chine?

Il n'est pas rare que des manifestants soient arrêtés, mais souvent, ils sont relâchés dans les jours, voire les semaines qui suivent. Le cas de Jasic Technology est un cas très spécial en ce sens.

Hong Kong est frontalier avec Shenzhen: avez-vous pu vous saisir de ce cas?

Non, nous ne sommes pas habilités à intervenir. C'est assez ironique, mais en tant que confédération syndicale basée à Hong Kong, nous sommes considérés comme une ONG étrangère, donc persona non grata au vu de la récente révision du statut de ces dernières. Cela fait des mois que je n'ai pas essayé de traverser la frontière, je risquerais de me faire arrêter.



Ming Lam a brossé un tableau sombre de la situation des droits humains dans son pays.

Quel regard portez-vous sur l'évolution des mouvements sociaux en Chine?

C'est en train de changer... en mal! Depuis l'élection de Xi Jinping, une succession de lois ont été mises en place pour limiter les libertés d'expression et d'information dans le but de contrôler et d'étouffer la société civile. Les arrestations se multiplient et certaines personnes disparaissent littéralement.

Qu'en est-il à Hong Kong?

Quand Honk Kong a été rétrocédée à la Chine en 1997, elle a conservé son propre gouvernement, «un pays, deux systèmes». Alors que la Chine ne compte qu'un seul syndicat d'Etat, sous la coupe du gouvernement, notre Confédération rassemble 94 syndicats et 190 000 militants pour 7 millions d'habitants. Nous sommes relativement tolérés mais, petit à petit, le Gouvernement chinois tente de s'immiscer dans nos affaires et de renforcer son emprise dans le but de nous contrôler. On ne peut plus par-

ler de pleine démocratie aujourd'hui. C'est ainsi que plusieurs députés hongkongais, notamment des indépendantistes, ont été évincés ces derniers mois. En 2014, les autorités chinoises annoncent que les candidats au poste de chef de l'exécutif de Honk Kong seront sélectionnés par un comité de 1200 personnes et devront être «respectueux de la ligne définie à Pékin». Des manifestations en faveur de la démocratie et de l'autodétermination éclatent dans toute la région, ce qu'on a appelé la «révolution des parapluies».

Quelles problématiques syndicales se posent à Hong Kong?

Nous n'avons pas de limitation claire du temps de travail, ni du temps de repos. Plus de 400 000 personnes travaillent plus de 50 heures par semaine, et plus de 200 000 travaillent plus de 60 heures hebdomadaires. Les agents de sécurité sont à 72 heures par semaine, et nous avons mené une grosse grève en 2013 avec

les dockers du port de Hong Kong qui travaillaient par cycles de 48 heures non-stop. Par ailleurs, les heures supplémentaires, devenues normales, ne sont ni payées, ni rattrapées. Quant au salaire minimum, nous avons uniquement un taux horaire minimal de 4 dollars américains, ce qui est trop peu vu le coût de la vie très élevé. En tant que syndicats, nous nous battons pour rehausser ce minimum à 6 ou 7 dollars de l'heure. Enfin, moins de 0,5% des employés sont couverts par une CCT, Hong Kong étant pourtant signataire de la Convention 98 de l'OIT. Cette faible protection amène à différents problèmes, notamment l'impossible conciliation entre vie privée et vie professionnelle, un pouvoir d'achat très faible, mais aussi de nombreux accidents et maladies liés au travail. ■

Un petit pas pour le paysan...

Textes Aline Andrey

Le 28 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté, à Genève, la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant en milieu rural, dont les pêcheurs, les nomades, les éleveurs, les autochtones... Une victoire pour eux et les ONG qui les ont soutenus, dont Action de Carême, le Cetim, l'Eper, Pain pour le prochain, Uniterre, Swissaid, FIAN Suisse. Dans leur communiqué commun, Elizabeth Mpofu, coordinatrice générale de La Via Campesina, mouvement international représentant 250 millions de paysans dans 73 pays, commente: «Pour nous, l'adoption de la déclaration témoigne du respect qui est accordé à notre travail. Nous nourrissons le monde et subissons en même temps de graves discriminations.» En substance, la Déclaration sur les droits des paysans leur reconnaît enfin le droit à la terre et aux semences, aux ressources naturelles, à un revenu décent, à la sécurité sociale et à la souveraineté alimentaire. «Ces droits sont d'une importance primordiale pour les familles paysannes. Les semences paysannes ne cessent de disparaître au profit des semences brevetées, modifiées (OGM entre autres) qui appauvrissent la biodiversité et sont plus chères. Le lobby puissant des semenciers fait pression sur les gouvernements», soulignent encore les ONG. Un thème qui aura suscité de nombreuses discussions. Et ce n'est certainement pas fini.

LES PAYSANS RECONNUS

Michelle Zufferey, secrétaire d'Uniterre, souligne: «Cette adoption a généré des élans de joie partout

Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève a adopté fin septembre la Déclaration sur les droits des paysans. Une victoire d'étape

chez les membres de La Via Campesina. Un processus est en marche pour contrer la puissance des lobbies de l'agrochimie. Même si cette Déclaration sur les droits des paysans n'est pas contraignante, elle permet aux paysans de s'y référer. Les ONG rappellent que, dans nombre de pays, des paysans luttant pour leurs droits sont menacés ou assassinés. «Alors que, jusqu'ici, la plupart des Etats ont abandonné les populations rurales à leur sort, quand elles ne sont pas chassées de leurs terres au profit de projets dits de développement (mines, barrages, tourisme, méga-infrastructures, etc.) ou de monocultures (palme africaine, soja, etc.). Cette déclaration reconnaît que les paysans proposent des alternatives importantes pour protéger l'environnement, maintenir la biodiversité et lutter contre les changements climatiques. Face au monopole de l'agrobusiness qui écrase la paysannerie, cette déclaration est essentielle», renchérit Melik Özden, directeur du Cetim.

A Genève, sur les 47 pays qui compte le Conseil des droits de l'homme, 33 l'ont acceptée, 3 l'ont refusée et 11 se sont abstenus. La prochaine étape se déroulera à New York lors de l'Assemblée générale. Melik Özden relève: «Le vote final en décembre va en-



La Déclaration reconnaît le rôle essentiel des petits paysans dans la protection de l'environnement.

tériner ce qui a été décidé au Conseil des droits de l'homme. On s'attend à ce qu'une large majorité des Etats votent en faveur.» Ensuite chaque gouvernement sera responsable de la mise en place des politiques de soutien à l'agriculture familiale et de lutte contre la faim et la pauvreté. «Bien sûr, tout dépend de la volonté politique des Etats, mais aussi des paysans, des consommateurs, des collectivités publiques, ajoute Melik Özden. Un travail de sensibilisation doit être mené avec les organisations paysannes et cette déclaration constitue une feuille de route pour mettre en œuvre concrètement ses articles. Dans certains pays, cela nécessite une réforme agraire, dans d'autres, des changements de législation ou la mise en place de programmes en faveur des paysans.» ■

DES ANTAGONISMES SUISSES

«Le travail des ONG auprès des parlementaires a porté ses fruits. La délégation suisse a été remarquable tout au long du processus à Genève». Melik Özden, directeur du Cetim, rejoint l'appréciation positive de Michelle Zufferey, secrétaire d'Uniterre, sur le rôle, selon elle, de «fer de lance» du Département des affaires étrangères. «Par contre, le jour du vote, la Suisse a fait une déclaration mentionnant la notion de propriété intellectuelle. Ce qui signifie en filigrane qu'elle émet une réserve concernant le droit aux semences», tempère le premier.

Reste que la décision de la Suisse de soutenir cette déclaration a mis un peu de baume sur les plaies du 23 septembre, soit le refus dans les urnes de l'initiative d'Uniterre pour la souveraineté alimentaire et des Verts pour des aliments équitables. «Uniterre, malgré ses moyens dérisoires face aux lobbies très puissants qui ont mené une campagne mensongère pour faire peur, a gagné en Suisse romande», relève Melik Özden.

Reste que, si d'un côté, le Gouvernement suisse s'est engagé pour la Déclaration des droits des paysans le 28 septembre, de l'autre, il n'a pas soutenu les deux initiatives fédérales soumises au peuple cinq jours auparavant dont les objectifs allaient dans le même sens.

De surcroît, peu de temps avant la votation, les médias révélaient que le gouvernement souhaite augmenter le seuil limite de 25 pesticides, dont le glyphosate, dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur la protection des eaux. Une procédure qui suit son cours. ■